

Communiqué de presse

Jeudi 24 juin 2021

Des familles Roms et leurs enfants agressés et chassés de leur lieu de vie à Rosny-sous-Bois.

Le samedi 19 juin, 130 personnes (32 familles dont 12 enfants de moins de trois ans) installées depuis 2020 sur un terrain de vie situé au bord de l'A86, comportant une entrée au 10 rue Raymond Poincaré, ont été brutalement victimes d'attaque à l'arme blanche et de menaces de mort par 7 à 8 riverain·e·s de Rosny-sous-Bois. Ces riverain·e·s sont ensuite venu·e·s une deuxième fois sur le terrain dans la nuit pour détruire les cabanes des familles. Deux personnes solidaires présentes lors de l'agression et elles-mêmes menacées ont appelé la police, qui a pris des photos et recueilli des témoignages dès ce moment.

Les familles, terrorisées, sont parties le soir même, abandonnant toutes leurs affaires et se réfugiant dans des voitures, sur un parking et chez des citoyens solidaires. Le lendemain des faits, le maire, ayant constaté (et pour cause !) qu'il n'y avait plus personne sur le terrain, a fait condamner son entrée par l'élévation d'un mur et par une garde de la police. Traumatisées, les familles, dont des femmes enceintes, de nombreux enfants en bas âge et des enfants scolarisés, se sont retrouvées sur un parking, sans leurs affaires et dans une grande détresse.

Les associations sur place ont demandé à la mairie et la préfecture :

- D'accompagner les familles sur le terrain en toute sécurité pour récupérer leurs affaires en laissant le temps aux associations de trouver des solutions de stockage ;
- De condamner immédiatement les faits de violence commis à l'égard des familles vivant en bidonville ;
- De proposer une solution d'hébergement adaptée et durable en urgence ;
- De trouver une solution concertée avec les acteurs étatiques, municipaux, associatifs et représentants d'habitant·e·s.

Malgré les appels répétés des acteurs associatifs, qui ont alerté les pouvoirs publics sur la situation humanitaire exceptionnelle et leurs craintes pour la sécurité des familles, nous constatons une inertie consternante de la part de la préfecture et de la mairie de Rosny-sous-Bois pour assurer une mise à l'abri dans des conditions dignes, la protection des familles, et pour limiter la violence.

Pire, un communiqué officiel de la mairie de Rosny-sous-bois a été publié sur Facebook mardi. Celui-ci évoque "un différend de voie publique" mais ne dit rien de l'agression vécue par les adultes et les enfants, les destructions de leurs biens, ne condamne pas clairement les violences perpétrées sur les familles en situation de grande vulnérabilité et sa publication sur les réseaux sociaux a laissé libre court aux commentaires haineux de citoyen·ne·s : encouragement à la délation et surtout à venir participer aux agressions physiques dont ont été victimes les familles.

Les seules relations des familles avec les autorités de l'État ont été les visites de la police nationale, les pressant de partir du parking où elles étaient réfugiées et menaçant de confisquer leurs véhicules, seul refuge trouvé pour passer les nuits. **Nous y voyons une**

tentative d'intimidation destinée à éloigner les familles de la commune afin d'invisibiliser les faits ainsi qu'un défaut de protection pourtant élémentaire dans un État de droit.

Ces personnes et familles étaient accompagnées depuis leur installation par des associations pour accéder à leurs droits sociaux, à la scolarisation, à leur santé et leur insertion professionnelle. Sept d'entre elles étaient pressenties pour intégrer le programme d'insertion professionnelle préfectoral SIBEL et plusieurs enfants étaient scolarisés au sein de la commune. Elles souhaitaient ainsi être pleinement intégrées dans le tissu rosnéen. Ces familles se sont donc retrouvées doublement victimes : arrachées soudainement à leurs parcours de vie et à leur accompagnement social, menacées par des riverain·e·s sans scrupule.

Les pouvoirs publics doivent tirer les conséquences d'un tel constat et mettre en œuvre, en partenariat avec les familles concernées et les associations qui les soutiennent, un programme de relogement et de protection de toutes les familles, dans le respect de leurs droits.

Les associations demandent un rendez-vous en urgence à la mairie et à la préfecture.

--

Les citoyen·ne·s du collectif Stop Expulsion Rosny
stopexpulsionrosny@riseup.net

Collectif d'habitants en partenariat avec :

Alternatiba Rosny, La Ligue des Droits de l'Homme 93, le Secours Catholique 93, L'École Enchantée, le Collectif national droits de l'homme Romeurope, Médecins du Monde Seine St-Denis